



DESIGN: TIFFET LE DEVOIR

PHOTOS: ALEXANDRA NOVOSSELOFF

# Le fantasme du mur

ÉLISABETH VALLET  
ET CHARLES-  
PHILIPPE DAVID

**M**ur de la honte, mur de la séparation, mur de l'indifférence, mur de l'argent, mur tarifaire: chaque fois qu'une société ne parvient plus à penser l'Autre, elle en vient à élever des parois qu'elle voudrait étanches...

Une frontière n'est pas nécessairement un mur, une ligne hermétique, puisqu'elle est un point de contact, une interface: son tracé est en principe bilatéral, régi par des conventions, établi par les États frontaliers, tandis que le tracé d'un mur est — à de rares exceptions près — unilatéral et exclusif.

Ces murs prennent alors la forme de clôtures, dotées d'une structure maçonnée, parfois cernées de routes d'enceinte et de chemins de garde, ourlées de câbles reliés à des capteurs de bruits et de mouvements, parsemées de chevaux de frise ou encore ponctuées par des postes de surveillance, des champs de mines, des caméras

à infrarouge, des dispositifs d'éclairage, des mesures biométriques, des capteurs, le tout se doublant, dans certains cas, d'un arsenal de défenses législatives (droit d'asile, permis de séjour, visa).

Pour sophistiqués que les murs puissent paraître, leur étanchéité demeure hypothétique. Tout au plus déplacent-ils les flux migratoires.

Parfois, ils provoquent même l'effet inverse: la construction du mur séparant le Mexique et les États-Unis a, en rendant plus difficile le passage de la frontière, conduit les immi-

**Chaque fois qu'une société ne parvient plus à penser l'Autre, elle en vient à élever des parois qu'elle voudrait étanches...**

grants illégaux à s'installer durablement aux États-Unis, par crainte de ne pas pouvoir revenir s'ils en sortaient: le mur est donc en train de modifier durablement le profil démographique des États-Unis.

Plus encore, les murs isolent. Ils isolent dans des enclaves, coincées entre le mur et la fron-

tière, des populations qui peinent à sortir de ce *no man's land* pour accéder aux services ou simplement à leur emploi, comme en Cisjordanie, au Cachemire et même au Texas.

Ils isolent également des écosystèmes entiers et modifient durablement leur environnement, comme l'a constaté en 2003 une équipe du laboratoire de l'Université de Pékin, qui a enregistré des évolutions génétiques dissociées parmi la flore située de part et d'autre de la Grande Muraille de Chine.

Peut-être alors construit-on des murs moins pour ce qu'ils font que pour ce qu'ils sont: les murs rassurent. Ils sont le témoin tangible, la démonstration manifeste que les dirigeants

agissent: une opération de relations publiques qui, parfois, atteint son objectif officiel, même si ce n'est pas là l'essentiel.

C'est sans doute pourquoi, depuis la Grande Muraille de Chine, la digue d'Offa au pays de Galle ou le mur d'Antonin érigé en Écosse par les Romains pour appuyer le mur

d'Hadrien à partir du II<sup>e</sup> siècle avant J.-C., le «mur» est au cœur des relations internationales. À tel point que l'un d'entre eux, le mur de Berlin, a même défini l'état du monde pendant toute la deuxième moitié du vingtième siècle.

Avec la chute du mur de Berlin et la recomposition du monde s'est ouverte une ère où la mondialisation condamnerait irrémédiablement les États à l'obsolescence, ce monde sans frontières consacré par Kenichi Omae.

## Partout, l'enfermement

Pourtant, après le 11 septembre 2001, dans un réflexe pluriséculaire, nombre d'États ont éprouvé le besoin de s'enfermer derrière des murs. En Afrique, le Botswana a établi en 2003 une barrière électrique de 500 kilomètres le long de sa frontière avec le Zimbabwe, en utilisant des arguments sanitaires réfutés par le régime d'Harare. En Asie, le sultanat de Brunei a érigé une barrière de sécurité le long de sa frontière avec le Limbang en invoquant des problèmes de contrebande et d'immigration clandestine.

La Chine érige, depuis octobre 2006, une clôture de sécu-

rité du côté de la Corée du Nord pour faire face aux flots de réfugiés. La Thaïlande a érigé un mur de béton le long de sa frontière avec la Malaisie pour couper les militants islamistes de leurs bases. La construction par l'Inde de deux clôtures de sécurité, l'une au Cachemire pour s'isoler du Pakistan et l'autre autour du Bangladesh pour limiter la contrebande et l'immigration, tandis que le Pakistan et l'Afghanistan veulent fortifier la ligne Durand, va dans le même sens.

En Afrique du Nord, le Maroc, qui avait érigé un mur dans le Sahara occidental pour isoler le Front Polisario, voit l'Espagne construire deux barrières autour des enclaves de Melilla et de Ceuta pour enrayer l'hémorragie migratoire (alors que, dans la péninsule Ibérique, depuis 1908, une barrière isole le territoire de Gibraltar du reste de l'Espagne).

En Asie centrale, l'Ouzbékistan, à la suite d'un différend territorial, a érigé une barrière barbelée le long de sa frontière avec le Kirghizistan et l'Afghanistan, en raison de l'infiltration de terroristes islamistes, tandis que, sur son flanc occidental, c'est le Turkménistan qui dé-

ploie une clôture de barbelés.

Dans le Golfe, les Émirats arabes unis réalisent une barrière de sécurité le long de leur frontière avec le sultanat d'Oman, tandis que les Nations Unies, dès la fin de la première guerre du Golfe, ont construit un mur le long de la frontière koweïtienne pour éviter que l'Irak ne soit tenté de l'envahir de nouveau.

De son côté, depuis 2006, l'Arabie saoudite a entamé la construction d'une barrière de sécurité le long de ses 900 kilomètres de frontières avec l'Irak, a amorcé la construction d'une fortification similaire le long de sa frontière avec le Yémen et vient d'attribuer les contrats pour la réalisation d'un mur virtuel et réel sur le reste de ses frontières — avec le Qatar et les Émirats arabes unis.

La Jordanie a également suivi le mouvement, tandis que, en décembre 2005, Israël a proposé à l'Égypte de restaurer la vieille barrière qui avait été construite dans le désert du Sinaï.

Enfin, deux symboles attestent la vitalité du retour du mur en relations internationales. D'une part, les États-Unis sont

VOIR PAGE C 6: MURS

L'Observatoire de géopolitique  
de la Chaire Raoul-Dandurand présente

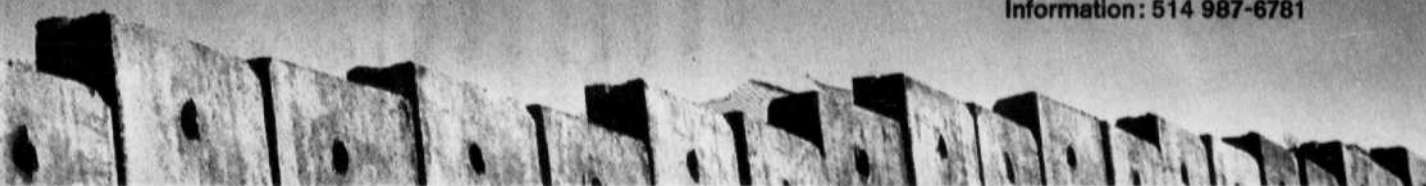
## MURS ET BARRIÈRES en relations internationales

➔ Semaine thématique du 26 au 30 octobre 2009  
➔ Colloque international les 29 et 30 octobre 2009

Inscription en ligne  
[www.dandurand.uqam.ca/murs](http://www.dandurand.uqam.ca/murs)



Chaire  
Raoul-Dandurand  
en études stratégiques et diplomatiques



UQAM

PARTENAIRES PRINCIPAUX  
RioTintoAlcan

Défense nationale  
National Defence

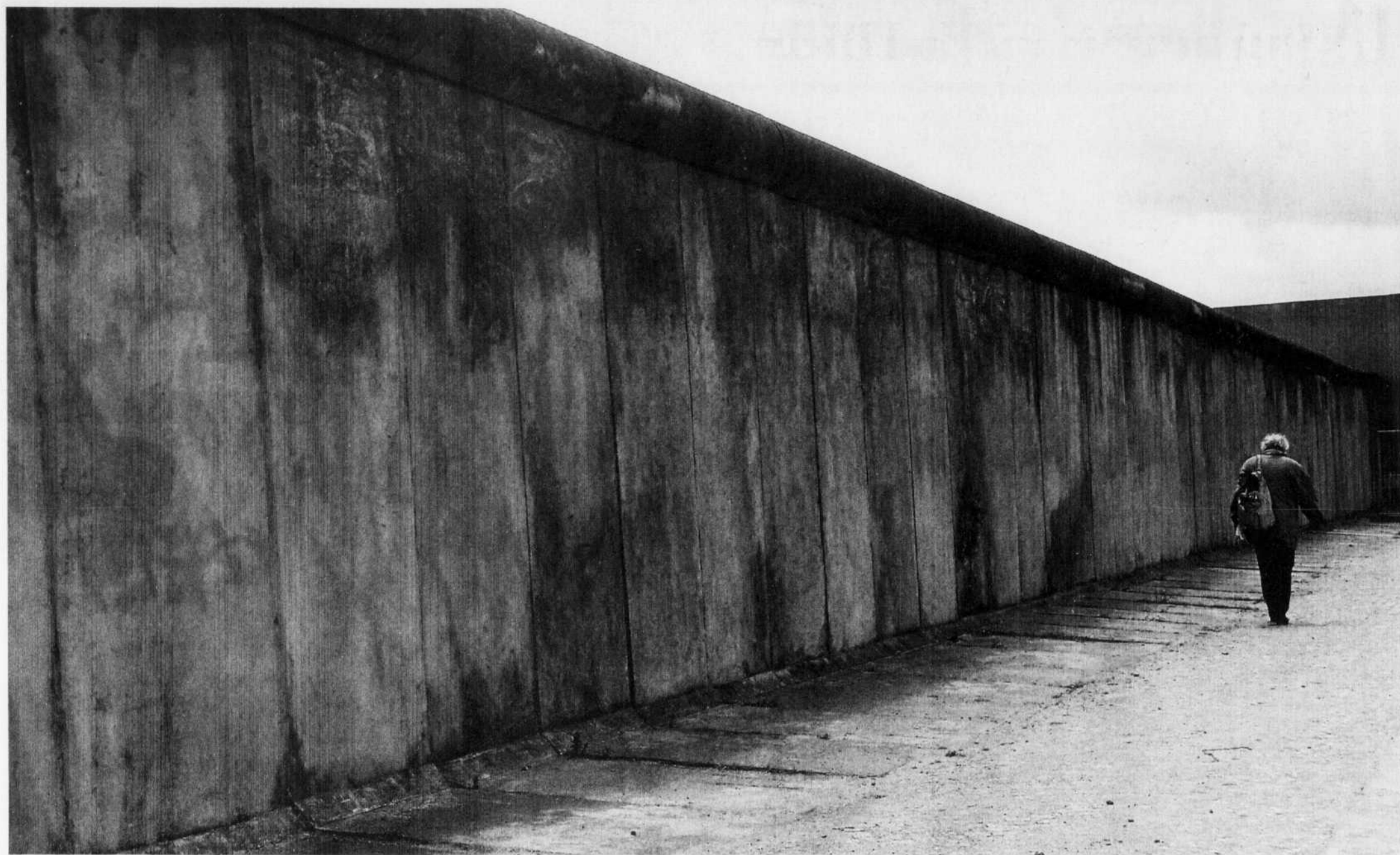
LE DEVOIR



Agora Hydro-Québec  
Cœur des sciences  
Université du Québec à Montréal  
175, avenue du Président-Kennedy  
Place-des-Arts

Information: 514 987-6781

## LES MURS



Les Américains ne souhaitant pas d'affrontements en Europe, le mur de Berlin a pu être érigé en toute impunité en 1961 par les Soviétiques.

ALEXANDRA NOVOSSELOFF

## Le rideau de fer

Symbole de la guerre froide, la construction du mur de Berlin inaugure étrangement l'ère de la détente. Construit dans l'indifférence des puissances occidentales, il imposera pendant 40 ans le statu quo dans une Europe déchirée.

CHRISTIAN RIOUX

Paris — Le mur de Berlin a été détruit dans la joie à partir du 9 novembre 1989. Mais il avait été construit dans la douleur. L'histoire de l'érection de ces 155 kilomètres de béton qui enserraient Berlin-Ouest est celle des séquelles de la Seconde Guerre mondiale.

Lorsque les armées alliées envahissent l'Allemagne en 1945, elles se séparent le pays. Pendant deux mois, les Américains et les Britanniques ne pourront avoir accès à Berlin, qui est sous l'emprise soviétique. Aux conférences de Yalta et de Potsdam, on découpera le pays en zones soviétique, américaine, britannique et française. La capitale subira le même sort. «Berlin a beau être situé à 140 kilomètres à l'intérieur de la zone soviétique, il n'est pas question d'abandonner aux Soviétiques ce symbole de l'unité du pays», explique l'historien Étienne François, de l'Université libre de Berlin. La ville sera donc reliée à l'Allemagne de l'Ouest par une voie ferrée pouvant accueillir dix trains par

jour et par trois corridors aériens la reliant à Hambourg, Buckeburg et Francfort.

Alors que les Américains, les Britanniques et les Français créent le deutsche mark, Staline prend prétexte de son extension à Berlin-Ouest pour tenter un coup de force. Il impose un blocus terrestre. Pendant près d'un an, l'ouest de la ville sera ravitaillé par un pont aérien. Selon l'historien allemand Edgar Wolfrum, de l'Université d'Heidelberg, ce pont aérien fut l'initiative personnelle du général Clay, commandant des forces américaines en Allemagne. Il prit la décision sans attendre l'accord du président Truman.

Les Russes croyaient que les Américains ne pourraient jamais livrer les 8000 tonnes de marchandises par jour dont la ville avait besoin pour survivre. Ils se trompèrent et durent abandonner la partie au bout de 45 semaines. «Une expulsion des alliés occidentaux de Berlin aurait eu des répercussions symboliques et psychologiques incalculables», écrivent Dennis L. Bark et David R. Gress dans leur mo-

numentale *Histoire de l'Allemagne depuis 1945* (Robert Lafont). On ne peut exclure qu'à la suite de cette action, les Allemands qui vivaient dans les zones d'occupation occidentales eussent perdu toute confiance dans la volonté des alliés américains et européens de résister au communisme.

### L'hémorragie

Lorsque le blocus est finalement levé, le 12 mai 1949, Berlin est une ville divisée en deux et le sera de plus en plus. «Il faut bien comprendre que, pendant toute la durée de la RDA, le régime communiste n'a jamais emporté l'adhésion de la majorité de la population», dit Étienne François. C'est ce que démontrera l'insurrection ouvrière du 18 juin 1953 à Berlin-Est, qui sera réprimée dans le sang par les chars soviétiques. Dès le milieu des années 50, la frontière entre la République fédérale allemande (RFA) et la République démocratique allemande (RDA) est officiellement étanche, sauf à Berlin.

Berlin-Est et Berlin-Ouest ont des administrations, des monnaies, des systèmes d'éducation, des organisations économiques et même des réseaux téléphoniques différents. Mais on circule toujours librement entre les deux, à pied et par le chemin de fer métropoli-

tain. Au fur et à mesure que les communistes assoient leur domination sur l'Allemagne de l'Est, le flot des réfugiés s'accroît. De 1945 à 1961, un Allemand de l'Est sur six (3,5 millions de personnes) fuit à l'Ouest. La quasi-totalité de ces réfugiés passent par Berlin. Du 1<sup>er</sup> janvier au 13 août 1961 seulement, alors que l'état se resserre lentement, Berlin-Ouest accueille 160 000 réfugiés.

«Plus le temps passe, plus l'hémorragie menace l'existence même du régime communiste», dit Étienne François. L'Allemagne de l'Est est vidée de ses forces vives. C'est sa population la plus jeune et la plus instruite qui part. Beaucoup de médecins et d'universitaires passent à l'Ouest, où on manque de main-d'œuvre et où les salaires sont bien meilleurs. Au début de 1961, l'exode s'intensifie. C'est alors Walter Ulbricht, le premier secrétaire du Parti socialiste unifié de la RDA (SED), qui réclame la construction du mur auprès de Nikita Khrouchtchev, premier secrétaire du Parti communiste de l'URSS.

«Aucun acte de gouvernement soviétique ne peut mettre fin à notre présence à Berlin-Ouest, ni à notre accès à cette ville», déclare John Kennedy en juillet 1961. Par contre, le nouveau président américain ne semble

pas s'opposer à l'intégration de Berlin-Est (officiellement sous l'emprise soviétique) à la RDA, ce qui représente une rupture évidente des accords quadripartites. «Kennedy veut maintenir le statut de Berlin-Ouest, mais il ne parle jamais de réunification», dit Étienne François. Pour lui, chacun fait ce qu'il veut chez lui. Les Soviétiques ne mettront pas beaucoup de temps à le comprendre.

### Les illusions perdues

Les 12 et 13 juin 1961, les militaires commencent à installer des grillages et des barbelés autour de Berlin-Ouest. Mais c'est le 13 août 1961, vers 2 heures du matin, que commence véritablement l'érection du mur: 14 500 militaires bloquent les rues et les voies ferrées, pendant que des unités soviétiques se tiennent prêtes à intervenir. On ferme 13 stations de métro et on murera bientôt 69 des 81 points de passage. Il faudra réorganiser la distribution du gaz, de l'eau et de l'électricité. Soixante-trois mille Berlinoises de l'Est perdent leur emploi à l'Ouest, pendant que 10 000 Berlinoises de l'Ouest perdent le leur à l'Est. Il s'agit d'un «mur de protection antifasciste», affirme le secrétaire à la Sécurité du comité central, Erich Honecker, futur président de la RDA.

Le maire de Berlin-Ouest, Willy Brandt, exige une réaction forte. Mais les États-Unis mettront 24 heures à bouger. Le 17 août, dans une lettre longtemps demeurée confidentielle, John Kennedy répond à Willy Brandt que, même si l'érection du mur est un «scandale», il n'est pas question de lancer une opération militaire. C'est le statu quo. Pendant qu'on assiste à des scènes déchirantes et que des Allemands de l'Est tentent désespérément d'échapper à l'état qui se referme, les Berlinoises de l'Ouest se sentent abandonnées. «Ce jour-là, nous avons perdu nos illusions», écrit plus tard Willy Brandt.

«C'est l'époque des incidents de la baie des Cochons», rappelle Étienne François. La détente n'est pas encore une réalité. Kennedy ne veut surtout pas risquer un affrontement. Du point de vue de la real politik, on peut dire que le mur a mis fin aux risques de déstabilisation en Europe de l'Est qui auraient pu mettre le feu à l'Europe.»

Les souvenirs des insurrections anticommunistes de Berlin-Est, de Budapest et de Varsovie ne sont pas très loin et l'Europe de l'Est demeure un maillon fragile du monde communiste. Kennedy ne veut surtout pas d'un nouvel affrontement en Europe. Il reconnaît donc implicitement que tout changement du statut de Berlin, et donc de l'Europe de l'Est, passera par des négociations avec Moscou. C'est la porte ouverte à la détente. En 1968, l'économiste John Kenneth Galbraith, proche de Kennedy, déclarera même à *Die Zeit*: «Je pense que le mur est une bonne chose. En tout cas, il a préservé la paix.»

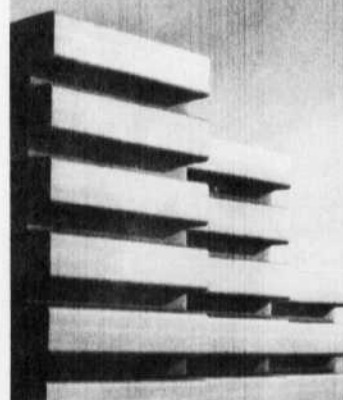
La profonde déception des Allemands de l'Ouest est à l'origine d'un virage de la politique étrangère allemande. Willy Brandt deviendra bientôt chancelier. Bonn comprend alors que, si la présence américaine est indispensable, l'Allemagne ne peut pas laisser son sort entre les seules mains des Américains. Le pays se tourne alors vers l'Europe et notamment la France. Charles de Gaulle est en effet le chef d'État qui a protesté le plus énergiquement contre la construction du mur. Dès le mois d'octobre 1961, la France, l'Allemagne, la Belgique, les Pays-Bas, le Luxembourg et l'Italie, déjà regroupés dans le Marché commun, envisagent un projet d'union politique.

Immédiatement après la construction du mur, le Parti socialiste unifié de l'Allemagne de l'Est (SED) réprimera sauvagement toute opposition. Le SED a toujours été réticent à l'égard de la «déstalinisation» amorcée par Khrouchtchev. En même temps, l'Allemagne de l'Est devient la vitrine du communisme. «La concurrence avec son voisin l'oblige à mettre l'accent sur la croissance économique. Jusque dans les années 70, les Allemands de l'Est vont connaître une amélioration de leur niveau de vie», dit Étienne François.

Pendant 40 ans, 1245 personnes trouveront la mort en tentant de franchir ce mur de la honte. En 1961, le rêve d'une Allemagne réunifiée disparaît presque complètement des esprits, pour ne renaître qu'en 1989.

Christian Rioux est le correspondant du Devoir à Paris et un membre associé de la Chaire Raoul-Dandurand.

Rio Tinto Alcan est heureux de s'associer à l'événement Murs et barrières en relations internationales



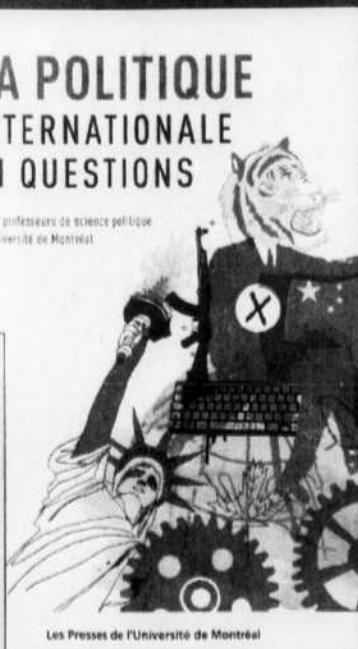
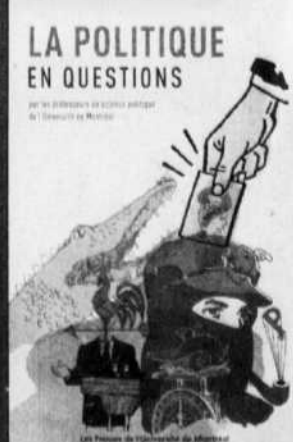
RioTintoAlcan

Les Presses de l'Université de Montréal

par les professeurs de science politique de l'Université de Montréal

### LA POLITIQUE INTERNATIONALE EN QUESTIONS

par les professeurs de science politique de l'Université de Montréal



Disponibles en librairie ou au [www.pum.umontreal.ca](http://www.pum.umontreal.ca)

Université de Montréal

## LES MURS

# L'apothéose et la ruine du grand dessein de Mikhaïl Gorbatchev

JACQUES LÉVESQUE

Au moment où la chute du mur de Berlin a été vécue, l'événement a été remarquable et spectaculaire parce que largement inattendu. Les forces armées soviétiques étaient présentes en Allemagne de l'Est et à Berlin. Le Parti communiste tenait toujours le pouvoir partout en URSS. Ses forces de répression et sa puissance militaire étaient intactes et on se souvenait que l'URSS avait utilisé celle-ci avec impunité en Hongrie et en Tchécoslovaquie lorsqu'elle estimait que ses intérêts étaient menacés.

Or voilà que Moscou non seulement ne s'interpose pas, mais salue même l'ouverture du mur. C'est bien là la raison pour laquelle l'événement fut vécu comme un moment de catharsis dans le système international, dans le monde entier.

Certes, de nombreux signes avant-coureurs étaient apparus depuis plus d'un an, mais on était encore loin d'en mesurer l'ampleur. Le secrétaire général du Parti communiste et président de l'URSS, Mikhaïl Gorbatchev, cherchait à tâtons une certaine démocratisation du système soviétique. Il avait accepté, en Pologne et en Hongrie, des avancées démocratiques nettement plus prononcées qu'en URSS. Il faisait la promotion d'un nouvel ordre international pour transcender la division de l'Europe.

Plusieurs y voyaient surtout de la propagande, et ceux qui le prenaient au sérieux (moi, par exemple) ne savaient pas jusqu'où il était prêt à aller. À vrai dire, Gorbatchev lui-même ne le savait pas encore.

Ce que recherchaient jusque-là Gorbatchev et son entourage réformateur, c'était un processus contrôlé de rapprochement entre l'Est et l'Ouest de l'Europe, pour en résorber graduellement la division. Plusieurs y voyaient surtout de la propagande, et ceux qui le prenaient au sérieux (moi, par exemple) ne savaient pas jusqu'où il était prêt à aller. À vrai dire, Gorbatchev lui-même ne le savait pas encore.

## La «maison commune» européenne

Au niveau militaire, Mikhaïl Gorbatchev voulait des négociations de bloc à bloc entre l'OTAN et le Pacte de Varsovie en vue d'une réduction rapide et drastique des armements nucléaires et classiques en Europe. C'était un moyen de faire diminuer les dépenses militaires soviétiques, devenues trop onéreuses, et de réduire simultanément la tension entre les deux Europes.

Au niveau économique, il fallait d'abord multiplier les accords et les échanges entre la Communauté économique européenne et son pendant est-européen, le COMECON, pour stimuler et moderniser les économies de l'URSS et de l'Europe de l'Est.

Enfin, au troisième niveau, «sociétal», Mikhaïl Gorbatchev et son entourage considéraient que, pour être durable, l'atténuation progressive de la division de l'Europe devait passer par un rapprochement des sociétés.

Gorbatchev était profondément convaincu de la «réformabilité» du système soviétique et des régimes de l'Europe de l'Est. Il était persuadé que, en prenant l'initiative de changements audacieux, les partis communistes pouvaient gagner une nouvelle légitimité et ainsi garder la direction du processus de réformes. C'est d'ailleurs ce qu'il avait réussi à faire jusque-là avec succès en URSS même. Toute répression violente lui répugnait profondément. Ce fut là le grand mérite historique de Gorbatchev, en même temps que sa tragédie politique personnelle.



AGENCE FRANCE-PRESSE  
Mikhaïl Gorbatchev

Dans la vision gorbatchévienne des choses, le nouveau type de société qu'il recherchait passait non pas par l'adoption de la démocratie occidentale et de l'économie de marché, mais par des emprunts faits à celles-ci. En mettant au point, par essais graduels, un nouveau socialis-

**Gorbatchev et son entourage réformateur voulaient entreprendre un processus contrôlé de rapprochement entre l'Est et l'Ouest de l'Europe, pour en résorber graduellement la division**

me plus efficace et plus démocratique, il était persuadé que l'URSS et ceux des pays de l'Europe de l'Est qui voudraient le suivre donneraient une nouvelle force d'attraction au socialisme et aux forces de gauche en Europe de l'Ouest. Ainsi, le rapprochement sociétal entre les deux Europes se ferait dans les deux sens, chacune gardant des caractères distinctifs.

## Un début risqué mais prometteur

C'est dans cette optique que Mikhaïl Gorbatchev a soutenu en Pologne le général Jaruzelski lors des accords de la Table ronde, en avril 1989, qui ont légalisé le syndicat Solidarnosc de Lech Walesa et lui ont donné un accès aux médias publics et une minorité de sièges au Parlement.

Bien que ces accords aient dérapé au cours de l'été, Gorbatchev a accepté qu'un gouvernement de coalition fût formé par Solidarnosc. En échange de cette tolérance, Lech Walesa et le nouveau premier ministre ont assuré qu'ils respecteraient les engagements de la Pologne dans le Pacte de Varsovie. Les ministères de la Défense et de la Sécurité intérieure sont restés entre les mains des communistes et Wojciech Jaruzelski est demeuré président et a conservé le pouvoir constitutionnel de dissoudre le Parlement et de proclamer l'état d'urgence.

Toujours à l'été 1989, le Parti communiste hongrois, en affirmant son intention de se transformer en parti social-démocrate, a accepté le principe d'élections libres et multipartites pour l'année suivante. Les sondages les plus crédibles véhiculés par Radio Free Europe lui accordaient, à défaut d'une majorité absolue, une avance considérable sur tous les autres partis, de sorte qu'il semblait assuré d'être l'arbitre du processus politique.

Ainsi, malgré la précipitation des événements, tout demeurait encore dans le cadre du projet gorbatchévien et Moscou s'accommodait des changements.

## L'accélération fatale en Allemagne de l'Est

Mise devant le fait accompli de l'ouverture du mur de Berlin (et de son improvisation qu'on a connue plus tard), la direction soviétique fit comme si elle l'avait autorisée et encouragée.

Pendant quelques jours, Mikhaïl Gorbatchev a cru que les nouveaux dirigeants est-allemands avaient accompli le geste spectaculaire qui pourrait

leur permettre de reprendre l'initiative politique. Lorsqu'il salua l'ouverture du mur comme un geste allant dans la bonne direction, soit le dépassement de la division de l'Europe, ce fut l'apothéose de sa popularité et de la crédibilité de sa volonté de transformer l'ordre international en Europe.

Très rapidement, cependant, l'ouverture du mur allait entraîner la ruine de son grand projet européen où l'URSS réformée comptait trouver sa place.

La population est-allemande et le gouvernement de Kohl en Allemagne de l'Ouest allaient pousser une réunification qui se ferait à une rapidité imprévue, jetant à terre le projet gorbatchévien.

Ce que Gorbatchev voulait pour les deux États allemands était une réplique exacte de son projet européen: un rapprochement par étapes, négocié, menant à une «communauté contractuelle» entre les deux États, embryon d'une future confédération. La longueur du processus devait

permettre qu'il soit accompagné de négociations, où les concessions soviétiques et est-allemandes auraient été assorties de concessions

ouest-allemandes et occidentales en matière de réduction des armements et de soutien économique, pendant qu'on mettrait en place la nouvelle superstructure de sécurité et de coopération pan-européenne, dont les piliers devaient être les deux alliances européennes «désantagonisées» qu'elle serait appelée ultérieurement à remplacer.

Mais, avant même la fin de 1989, ce fut toute l'Europe de l'Est qui allait s'engouffrer dans l'ouverture du mur de Berlin. À la fin de novembre, on a assisté à la «révolution de velours» en Tchécoslovaquie et, en décembre, à celle, plus sanglante, survenue en Roumanie.

Constatant qu'il n'y avait pas de limites à la tolérance soviétique, on allait remettre en cause l'appartenance au Pacte de Varsovie, en Pologne et en Hongrie, où les électeurs allaient bientôt défaire le Parti communiste, malgré sa transformation en parti social-démocrate.

Le Pacte de Varsovie, qui était le cadre d'appartenance de l'URSS à l'Europe et son principal instrument d'influence dans les affaires européennes, allait être dissous quelques mois à peine après l'unification allemande en 1990, à l'initiative de ses membres est-européens.

Son terrain pour la construction d'un nouvel ordre européen s'était dérobé sous les pieds de Gorbatchev, comme il avait commencé de le craindre dans les semaines qui ont suivi la chute du mur.

On conçoit facilement que Mikhaïl Gorbatchev s'estima mal récompensé pour l'ultime concession qu'il fit en juillet 1990 et qui leva le dernier obstacle à l'unification allemande, lorsqu'il se résigna à accepter que la nouvelle Allemagne appartienne à l'OTAN.

Ce sont les difficultés auxquelles ils étaient en proie qui ont entraîné la fin des régimes politiques de l'Europe de l'Est et, deux ans plus tard, celle de l'URSS. On doit à Gorbatchev — à son optimisme, aux illusions qui le soutenaient et à sa répugnance à l'usage de la force — le fait qu'un bouleversement aussi colossal du système international ait pu se produire aussi pacifiquement. Ce fut un précédent historique qui devrait être encouragé pour l'avenir...

Professeur de science politique à l'Université du Québec à Montréal, Jacques Lévesque est notamment l'auteur de 1989 la fin d'un empire: l'URSS et la libération de l'Europe de l'Est, paru aux Presses de Sciences Po.



ALEXANDRA NOVOSSELOFF

En engouffrant toute l'Europe de l'Est, alors dans le giron soviétique, l'ouverture du mur de Berlin allait tuer le grand projet européen de Mikhaïl Gorbatchev, dans lequel une URSS réformée devait trouver sa place.

Presses de l'Université du Québec

40 ans de livres et d'idées



## LE CONSERVATISME AMÉRICAIN

Un mouvement qui a transformé les États-Unis

Sous la direction de CHARLES-PHILIPPE DAVID et JULIEN TOURIELLE

184 pages 29\$

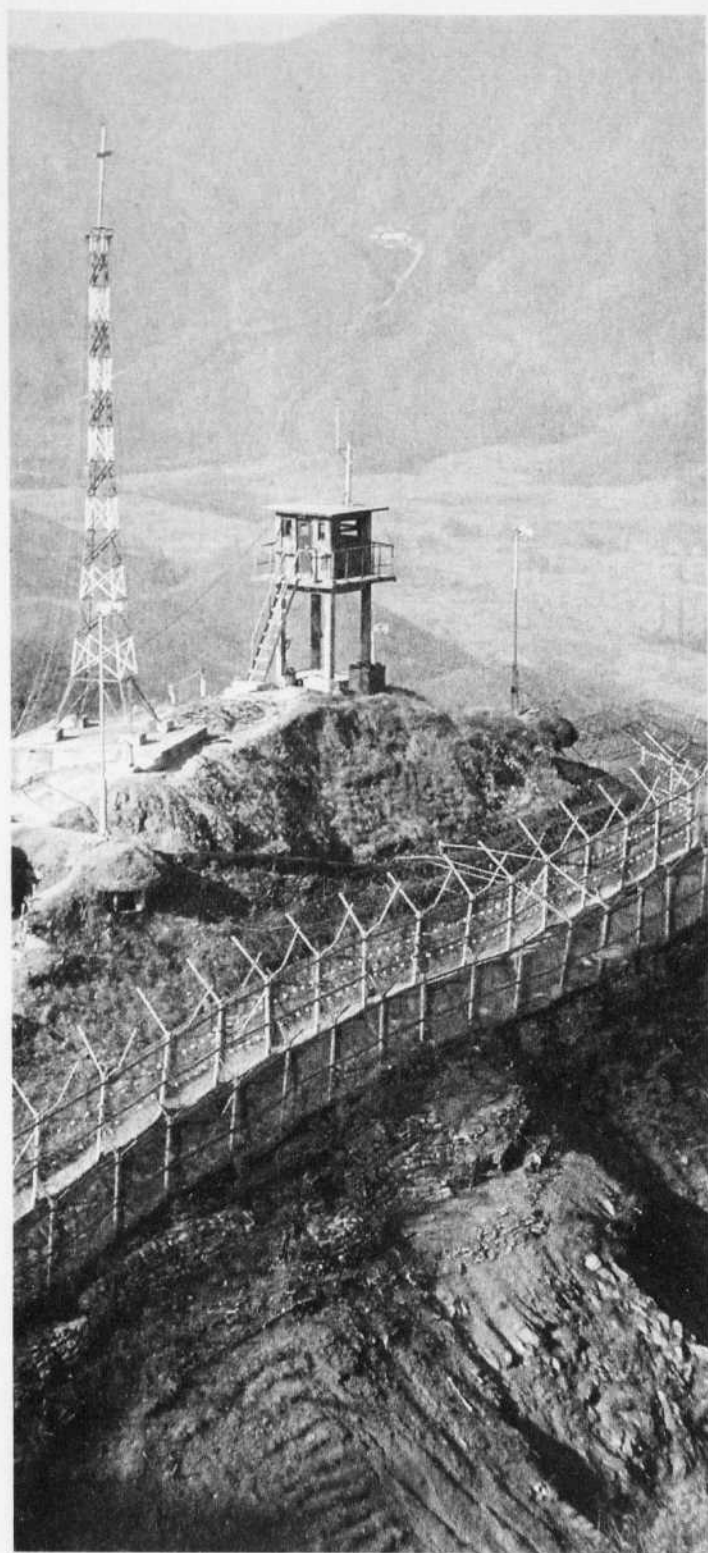
Cet ouvrage présente les origines, fondements et acteurs du conservatisme américain; évalue sa dimension religieuse et sa place dans les médias; expose son influence sur les enjeux de société ainsi que dans l'élaboration de la politique étrangère; et répond à des questions telles que: des États-Unis conservateurs peuvent-ils s'entendre avec des alliés traditionnels (Canada, Québec, Europe) qui se veulent plus progressistes? Les démocrates et les libéraux ont-ils un avenir dans une Amérique conservatrice?

Membre de L'ASSOCIATION NATIONALE DES ÉDITEURS DE LIVRES

www.puq.ca

EN VENTE EN LIBRAIRIE

## LES MURS



La zone démilitarisée, large d'environ quatre kilomètres, sépare les deux Corées sur 248 kilomètres.

ALEXANDRA NOVOSSELOFF

CORÉE DU NORD

## Quand la guerre froide s'écrit au présent

BARTHÉLÉMY COURMONT

Si la Grande Muraille de Chine symbolise l'importance des murs dans l'histoire de l'Asie orientale, cette région n'est aujourd'hui pas en reste en matière de barrière infranchissable. Dans la péninsule coréenne, la guerre froide joue ainsi les prolongations au niveau politique, les deux pays n'ayant pas encore signé un traité de paix mettant un terme à la guerre de Corée, dont les hostilités se sont terminées le 23 mars 1953!

Mais ces prolongations sont aussi visibles au niveau des infrastructures, avec la zone démilitarisée qui symbolise la permanence de cette tension et qui se dresse comme une zone-tampon comparable à ce qu'était le rideau de fer en Europe. Elle coupe la péninsule coréenne en deux le long de la ligne de cessez-le-feu, à proximité du 38<sup>e</sup> parallèle, s'étire sur 248 kilomètres et couvre une large d'environ quatre kilomètres.

### Un mur défensif

La zone démilitarisée est, comme son nom ne l'indique pourtant pas, l'un des endroits au monde où la concentration d'armes de diverses natures est la plus importante. On estime qu'il y a là un total de plus d'un million de mines, et de chaque côté la frontière est surveillée par 700 000 soldats nord-coréens et 410 000 soldats sud-coréens, auxquels s'ajoute la 2<sup>e</sup> division d'infanterie des États-Unis. S'y trouvent

aussi un arsenal important et de multiples bases militaires tout autour.

La zone démilitarisée a aussi son mur, construit par la Corée du Sud sur près de 240 km et haut de cinq à huit mètres. C'est, en tout cas, la version nord-coréenne; la construction de ce mur à la fin des années 1970 à l'intérieur du *no man's land*, ainsi invisible de l'extérieur de la zone démilitarisée, a été démentie à la fois par Séoul et par Washington.

Les avis divergent donc sur l'existence de ce mur, que Pyongyang dénonce comme une coupure en deux de la Corée, mais il semblerait que, plus qu'un mur, les autorités sud-coréennes pourraient avoir construit un obstacle en béton afin de prévenir des tentatives d'invasion terrestre.

### Destination touristique

Mur ou pas, la question reste entière, mais elle confirme que, vue de l'extérieur, la zone démilitarisée s'apparenterait presque à du folklore.

Le Joint Security Area est la zone qui contrôle l'ONU, à Panmunjon. Ce site est devenu l'une des destinations touristiques privilégiées des visiteurs se rendant à Séoul, distante de seulement quelques dizaines de kilo-

mètres. Les touristes du monde entier viennent observer ce vestige d'une époque qui semble révolue mais qui reste pourtant

tellement actuelle dans la péninsule. En témoignent l'immense drapeau, le plus haut du monde, qui se dresse du côté nord-coréen et les messages de propagande hurlés dans des haut-parleurs dirigés vers le sud. Certaines associations de défense des animaux souhaiteraient même inscrire la zone au Patrimoine mondial de l'UNESCO, dans la catégorie «sites naturels», en raison de l'abondance des oiseaux migrateurs qui y font escale. Mais, du fait de son caractère singulier, on pourrait tout aussi bien proposer qu'elle soit inscrite dans la catégorie «patrimoine culturel et humain»...

### Une barrière antimigratoire

Parallèlement à son caractère purement défensif, cette zone-tampon a pour objectif non avoué pour le Sud de prévenir les risques d'une immigration clandestine massive qui résulterait d'une crise humanitaire en Corée du Nord. Résultat: les Nord-Coréens passaient plus facilement la frontière, longue de plus de 1400 km, avec la Chine en traversant le fleuve Tumen, qui n'a parfois qu'une quinzaine

de mètres de largeur.

C'est d'ailleurs en raison des risques de flux de réfugiés que la Chine a décidé de construire des barrières de sécurité, d'une hauteur de 2,5 mètres, sur toute la longueur de la frontière avec la Corée du Nord, ce qui a pour effet de faire de la Corée du Nord le seul — pour l'instant — pays du monde entièrement encerclé de barrières et de lui donner ainsi les caractéristiques d'un État insulaire, malgré les rares points de passage encore existants.

Les motivations de Pékin ne sont pas d'ordre sécuritaire, et cette barrière ne saurait être ainsi comparée à la Grande Muraille, originellement construite pour repousser les invasions des peuples nomades du nord. C'est bien la crainte de voir des centaines de milliers de réfugiés nord-coréens affluer en Chine qui a justifié la construction de cette gigantesque clôture.

Du côté nord-coréen, un chaquet de tours de guet sert également à parer aux tentatives d'évasion, et, en août 2007, Pyongyang a même construit des barrières avec son voisin. Bien qu'officiellement alliées, la Chine et la Corée du Nord ont ainsi une frontière hermétiquement fermée.

*Professeur invité à l'UQAM et titulaire par intérim de la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques, Barthélémy Courmont vient de publier Les Guerres asymétriques (Dalloz) et Chine, la grande séduction. Essai sur le soft power chinois (Choiseul).*

CHINE

## De la Grande Muraille à la cybermuraille

MARIE-HÉLÈNE POZZAR

Depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle avant J.-C., les peuples de la Chine construisent des murs, mais c'est avec l'édification, amorcée par la dynastie Qin (et remodelée par les Ming), de plus de 5000 kilomètres de mur que se parachève l'archétype des fortifications frontalières dans le monde: la Grande Muraille. Cette tradition, profondément ancrée dans l'imaginaire d'une Chine unie, semble vouloir perdurer dans une application des plus modernes: Internet.

Parmi les pays qui encadrent l'accès à Internet, la Chine est celui qui dispose du système de contrôle le plus élaboré. L'originalité de ce modèle réside dans l'existence d'une grande muraille électronique, pare-feu géant qui dresse une barrière entre «Internet chinois» et «Internet mondial».

La communication entre les deux réseaux est extrêmement limitée et étroitement surveillée: la cybermuraille est constituée de plusieurs niveaux de filtres et de blocages.

Cette cybermuraille n'est en réalité qu'un élément du vaste système de contrôle mis en pla-

ce par l'État qui cherche à dissuader les internautes de s'aventurer au-delà de la barrière virtuelle. Elle dépend d'un ensemble de mesures connexes pour rester debout: censure, responsabilité partagée par tous en cas de délit (entre utilisateurs et fournisseurs d'accès), cyberpolice ou encore diffusion de contenu conforme à la ligne idéologique du parti.

La dernière initiative du gouvernement chinois pour renforcer son contrôle sur Internet a été pour l'instant battue en brèche: il s'agissait d'imposer l'installation sur tous les ordinateurs neufs d'un logiciel de filtrage, officiellement destiné à bloquer le contenu pornographique circulant dans Internet — elle n'a pas résisté au tollé qu'a suscité cette annonce en juin dernier.

Pourtant, malgré les efforts du régime, il reste relativement facile de franchir la cybermuraille, pour peu qu'on sache utiliser les serveurs mandataires ou tout autre logiciel de contournement. Pourquoi les dirigeants chinois s'attachent-ils alors à renforcer sans cesse une barrière qui, comme ils le savent, est poreuse et offre une efficacité limitée?

### Le réflexe du mur

La Chine a une longue tradition de construction de barrières. Ce «réflexe du mur» s'est développé dès 600 avant J.-C. Or, ancrées dans l'identité collective, les barrières physiques sont le reflet de barrières mentales. Elles fonctionnent selon le principe d'une double exclusion: il s'agit à la fois d'éloigner l'étranger et d'enfermer la population à l'intérieur d'une identité et d'un territoire donnés.

L'unité de la Chine a toujours posé problème à ses dirigeants. L'édification de la «Grande Muraille de 10 000 li» a été un moyen de maintenir un empire constitué de multiples morceaux, prompt à se désagréger.

Versation de la Grande Muraille, la cybermuraille vise à protéger les citoyens chinois d'une influence étrangère destructurante, en agissant comme un ciment social qui assure le maintien de l'identité collective.

A partir de 1989, cette crainte de désintégration sociale s'est doublée du souci, pour les dirigeants, de leur maintien à la tête de l'État. En effet, 1989 ne représente pas seulement Tiananmen et la contestation intérieure du régime, c'est aussi

l'année de l'effondrement du communisme dans le monde.

L'onde de choc s'est répercutée parmi les dirigeants du Parti communiste chinois (PCC), qui ont subitement compris qu'un mouvement venu de l'intérieur même de la société et capable de fédérer les insatisfaits pouvait renverser un gouvernement — à l'image du mouvement polonais Solidarnosc. Ils en ont déduit qu'il leur fallait prévenir l'organisation de réseaux nationaux en contrôlant la circulation de l'information. On comprend aisément que l'irruption d'Internet au milieu des années 1990 a bouleversé leurs plans.

Les mesures de contrôle mises en place dans les années 1990 visaient donc à protéger une stabilité difficilement restaurée contre l'utilisation qui pouvait être faite de ce nouveau média par les démocraties occidentales. Mais, dans les années 2000, la dynamique est différente: l'objectif principal du système de contrôle est de mettre l'équilibre social et politique à l'abri de troubles venus de l'intérieur.

### Filtre plutôt que séparation

Pour les dirigeants chinois, il ne s'agit pas d'interdire totale-

ment l'accès à Internet, mais de limiter la diffusion de certaines idées occidentales perçues comme une menace à la stabilité du régime.

Or la majorité des internautes chinois n'utilisent pas Internet en vue de contester le régime ou d'accéder à l'information, mais plutôt pour se divertir, magasiner ou tenir un blogue.

Jusqu'à quel point ce processus de sinisation est-il spontané? L'une des mesures mises en place par le gouvernement chinois consiste précisément à produire une offre qui satisfasse le consommateur chinois, de manière à le dissuader de consulter des sites étrangers potentiellement subversifs.

Si la cybermuraille est un mur peu efficace, elle est en revanche un filtre très puissant: sans refuser tout ce qui provient de l'extérieur, elle est en bonne voie de réussir son pari de sélectionner et de rendre inoffensif le contenu porteur d'un risque social et politique.

*Marie-Hélène Pozzar est étudiante à la maîtrise en relations internationales à l'UQAM.*



AGENCE FRANCE-PRESSE  
La Grande Muraille de Chine

**L'HISTOIRE EN MARCHÉ**

Élisabeth Vallet

**Le Duel**  
Les dessous de l'élection présidentielle américaine

180 PAGES, 14,95 \$,  
ISBN 978-2-89448-558-3

**L'ERREUR**  
L'échec américain en Irak cinq ans plus tard

244 PAGES, 19,95 \$,  
ISBN 978-2-89448-542-2

LE 11 SEPTEMBRE 2001  
Cinq ans plus tard

120 PAGES, 17,95 \$,  
ISBN 978-2-89448-490-6

Chaire Raoul-Dandurand  
en études stratégiques et diplomatiques

SEPTENTRION, Q.C. CA  
LA RÉFÉRENCE EN HISTOIRE AU QUÉBEC

ASSOCIATION NATIONALE DES ÉDITEURS DE LIVRES

Donnez.  
On peut faire plus encore.

ESPAGNE

## L'enjeu caché des clôtures de Ceuta et Melilla

SAÏD SADDIKI

À compter de l'entrée de l'Espagne dans la Communauté économique européenne (CEE) en 1986, le statut des territoires périphériques de la péninsule Ibérique a connu une véritable révolution. À l'instar du chapelet d'îles que le pays compte au large de l'Afrique, tous ces territoires sont alors devenus des territoires de la CEE.

Or Ceuta et Melilla sont deux enclaves espagnoles en plein cœur du Maroc septentrional, acquises depuis la fin de la Reconquista. La première a été annexée en 1497 et la seconde l'a été en 1668, dans la foulée du Traité de Lisbonne.

L'histoire contemporaine de ces deux territoires a connu une véritable tournant à la fin de la guerre froide: sous l'effet de la

pression migratoire et en raison de l'augmentation drastique de l'immigration clandestine, le gouvernement espagnol a choisi en 1993 d'enfermer ces deux villes derrière une barrière qu'il n'a cessé, tout au long des années 1990, de renforcer et de rénover à grand renfort de technologies élaborées. Autour de Melilla, une double clôture s'étend sur 10,5 kilomètres: la clôture externe s'élève à 3,5 mètres, tandis que la clôture interne atteint 6 mètres à certains endroits.

Toutes deux sont surmontées de barbelés pour dissuader les immigrants clandestins de passer par-dessus. La surveillance est assurée par 106 caméras vidéo fixes, une structure d'écoute et un système à infrarouge.

Autour de Ceuta, la double clôture s'étend sur 7,8 kilo-

mètres, le long de laquelle sont déployés plus de 300 policiers et plus de 600 officiers de la Garde civile espagnole. Cette infrastructure bénéficie des mêmes atouts technologiques que la première, mais il faut y ajouter une surveillance constante par hélicoptères, mise en place depuis les attaques massives menées par des groupes d'immigrants durant l'automne de 2005.

### Clôtures renforcées

Le gouvernement espagnol a débouqué, au début de l'année 2009, un budget considérable pour rénover et renforcer les clôtures équipées de barbelés à lames de rasoir qui entourent ces deux territoires.

Pour autant, l'érection d'une clôture n'a bien souvent pour seul effet que de déplacer les flux migratoires. Plus encore, les immi-

grants clandestins qui atteignent le territoire espagnol par cette voie demeurent une minorité.

Car à cet objectif d'enrayer l'immigration clandestine vient s'en ajouter un autre, à plus long terme. En effet, devant la volonté de plus en plus affirmée du Maroc de restaurer son intégrité territoriale en récupérant tous les territoires espagnols en sol nord-africain, la politique de barrières menée par l'Espagne peut alors être vue comme un moyen de renforcer sa position dans le nord du pays et d'imposer durablement le statu quo qui prévaut dans la région.

*Professeur de relations internationales à l'Université de Fez, Saïd Saddiki est également conseiller pour les affaires internationales au Centre d'études internationales de Rabat, au Maroc.*

## LES MURS



ALEXANDRA NOVOSSELOFF

Bien qu'il existe une frontière claire entre Israël et les territoires palestiniens depuis 60 ans, ce n'est que très récemment qu'une véritable barrière physique a été érigée.

ISRAËL-PALESTINE

## Une frontière de plus en plus étanche

DAVID NEWMAN

L'idée selon laquelle la chute du mur de Berlin aurait sonné le glas des murs et des barrières dans le monde ne trouve pas d'écho en Israël-Palestine. L'érection, au cours des six dernières années, d'une barrière (ou mur) entre Israël et la plus grande partie de la Cisjordanie et de la bande de Gaza a créé un degré de séparation physique entre ces territoires qui n'avait jamais été atteint au cours des trente premières années de l'occupation israélienne.

Bien que la Ligne verte, imposée à la suite de la guerre d'indépendance d'Israël — la Naqba palestinienne de 1948-49 — ait constitué une frontière claire durant 60 ans, ce n'est finalement que très récemment qu'une véritable barrière physique s'est élevée entre les deux territoires.

### La permanence de la Ligne verte

Après la conquête par Israël de la Cisjordanie et de la bande de Gaza en 1967, les dirigeants israéliens n'ont eu de cesse d'affirmer la caducité de la frontière artificielle de 1949. À cette fin, la Ligne verte avait disparu des cartes officielles, faisant du territoire s'étendant de la Méditerranée au Jourdain un même ensemble politique et fonctionnel, comme cela avait été le cas avant la création de l'État d'Israël. Ce qui, en réalité, n'a jamais été le cas depuis 1967.

Les barrières qui couraient le long de la Ligne verte ont été détruites peu de temps après la guerre, mais aucun gouvernement n'a pris de mesures pour modifier le statut juridique des territoires occupés et les annexer à Israël. Dès lors, la Ligne verte demeure la ligne politique et administrative qui sépare Israël de la Cisjordanie et de Gaza — de fait, deux ordres juridiques distincts sont appliqués de part et d'autre de la frontière, tandis que les résidents arabopalestiniens sont des citoyens d'Israël ou des Palestiniens sans État, selon qu'ils résident d'un côté ou de l'autre de la frontière.

L'idée de rétablir une frontière physique entre les deux territoires a graduellement émergé dans la foulée de la première intifada en 1987 et n'a cessé de se renforcer à compter de la deuxième intifada en 2000. À l'origine, des barrages routiers et des couvre-feux avaient été mis en place pour empêcher les Palestiniens de voyager en Israël, les dirigeants israéliens invoquant des mesures de sécurité nécessaires. Le marché du travail israélien s'est alors retrouvé en déficit de près de 100 000 travailleurs palestiniens, main-d'œuvre bon marché, qui ont dû être graduellement remplacés par des travailleurs immigrants.

Pour autant, encore à la fin des années 1980 et même au début des années 1990, l'idée de construire une barrière a été rejetée par la plupart des politiciens israéliens: ils ne souhaitent pas mettre l'accent sur les fonctions frontalières d'une telle séparation, alors même que le consensus dit «deux États, deux nations» n'avait pas été atteint.

Le tournant sécuritaire La seconde intifada s'accompagnant d'attentats-suicide à l'intérieur d'Israël, les pressions pour une barrière physique se sont faites plus intenses: les politiciens s'entendaient sur le besoin de fermer hermétiquement la zone et de prévenir les déplacements des kamikazes potentiels.

Au cours des cinq dernières années, la barrière, la clôture, le mur (selon le point de vue qu'on adopte) a été réalisé autour de la plus grande partie de la Cisjordanie (avec quelques exceptions d'importance, comme le désert de Judée au sud, quasiment infranchissable): 90 % de la barrière est une clôture et moins de 10 % est un mur de béton. Le mur a été érigé dans les zones urbaines où des bâtiments israéliens et palestiniens se font face, comme dans Jérusalem et autour de la ville, ou encore à Kalkilya.

Pour le reste, la barrière revêt la forme d'une clôture électrifiée, soigneusement surveillée. Un certain nombre de points de passage officiels ont été mis en place.

### Un tracé unilatéral

Outre le fait que la barrière a été réalisée unilatéralement

par Israël, elle ne se conforme pas au tracé de la Ligne verte: à plusieurs endroits, la barrière se déporte à l'est de la Ligne, à l'intérieur de la Cisjordanie, annexant de facto des portions de territoire à Israël, suivant l'implantation des colonies israéliennes.

Tant la Cour internationale de justice que la Cour suprême israélienne ont estimé que ces déviations étaient illégales et ont ainsi imposé une modification du tracé. Ce dessin sinuieux a créé un nouveau groupe de Palestiniens, otages de leur espace, puisqu'ils ne peuvent ni entrer en Israël — faute de disposer des documents adéquats — ni interagir avec le reste de la Cisjordanie, dont ils sont coupés.

### Les frontières terminologiques

Le gouvernement israélien utilise le terme de «clôture» et refuse de parler de «mur», alors que cette dernière dénomination est adoptée tant par les Palestiniens que par l'Assemblée générale des Nations Unies.

Le secrétaire général des Nations Unies qualifie quant à lui l'ouvrage de «barrière» parce que, selon lui, le terme serait plus générique et donc plus neutre. Tranchant dans la mèche, la Cour internationale de justice a adopté le vocable de «mur» pour englober l'ensemble de la structure.

La construction de cette barrière de séparation (ou clôture, ou mur) est peut-être l'exemple le plus frappant des nouveaux murs de l'après-mur de Berlin. Toutefois, en raison du nouveau discours sécuritaire qui a émergé à la suite du 11 septembre 2001, il y a fort à croire que ce n'est pas le dernier. En Israël-Palestine, nous espérons cependant que cette barrière de séparation saura être le catalyseur qui permettra l'émergence d'un débat politique sur les futures frontières d'une solution à deux États...

David Newman est professeur de géographie politique à l'Université Ben-Gourion en Israël et directeur de la revue internationale *Geopolitics*.

ÉTATS-UNIS—MEXIQUE

## Vous avez dit changement?

JULIE DUFORT

En 2006, le gouvernement Bush a fait adopter le Secure Fence Act, un projet de construction d'une barrière de 1130 km le long de la frontière américano-mexicaine, vue par Washington comme une triple guerre menée contre l'immigration non documentée, le crime organisé transnational et le terrorisme.

Composée d'une suite de murs physiques et virtuels, cette barrière est loin de couvrir la totalité des 3169 kilomètres de la frontière commune. Pour autant, et même si la signature du Secure Fence Act marque une étape importante dans sa construction, l'histoire du mur évolue depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle vers une zone-frontière de plus en plus contrôlée et militarisée.

### De la clôture au mur

À l'origine, la barrière servait à démarquer le territoire et à canaliser les migrants vers les postes-frontières. En 1937, le gouvernement fédéral américain avait d'ailleurs amorcé la construction de clôtures dans plusieurs villes, comme Nogales, San Ysidro et El Paso, tandis que, dans les zones rurales, les barrières ont été érigées par les propriétaires de ranch. Même si ces courtes barrières étaient relativement inefficaces pour contrer le passage de migrants ou freiner la contrebande, elles sont rapidement devenues un symbole visible du climat d'insécurité à la frontière.

Au milieu des années 1970, la pression migratoire croissante poussa le Congrès à financer la construction de nouvelles barrières de plus de 3,5 mètres de hauteur et surmontées de barbelés. La presse fustigea alors le «rideau tortilla» (*Tortilla Curtain*) et poussa le gouvernement à réduire l'ampleur du projet.

Ce n'est qu'à la fin des années 1980 que le contrôle frontalier s'accroît de plus en plus, avec la construction de pans de mur faits de tôles de métal récupérées dans les pistes d'atterrissage utilisées pour la guerre du Golfe.

Prise par le gouvernement Clinton, cette décision incarne le paradoxe même des murs de l'après-guerre froide, puisqu'elle survient au moment même des négociations menées en vue d'une entente historique, l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA). Ainsi, entre libéralisation et fortification, la frontière mexicano-américaine incarne la dualité de la mondialisation.

### La tentation du mur

Les événements du 11 septembre 2001 ont contribué à raviver le débat sur la sécurisation des frontières américaines. Peu avant les attentats, le président George W. Bush envisageait une plus grande ouverture des flux migratoires en provenance du Mexique. Cette vision était cel-

le d'un président conscient de l'importance économique des échanges avec son voisin du sud et sensible au poids politique croissant de la communauté hispanique.

Mais, le 12 septembre 2001, ce discours d'ouverture devint soudainement obsolète. La présidence de Bush fut le théâtre des plus grands affrontements politiques des vingt dernières années sur les politiques d'immigration et de sécurisation des frontières. Ce débat a abouti sur un compromis politique avec l'adoption du Secure Fence Act.

L'urgence d'agir était légitimée notamment par le fait que, en une décennie seulement, le nombre d'immigrants clandestins est passé de cinq à douze millions. Dès lors, les événements du 11-septembre ont suscité un mouvement centripète liant la migration internationale, le terrorisme et la sécurité frontalière, et le Congrès a augmenté de 145 % le budget consacré à la sécurité frontalière.

### Obama au pied du mur

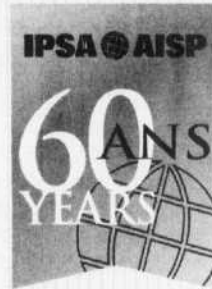
Avec l'arrivée de Barack Obama, les astres ont semblé alignés pour un renouveau du débat sur les frontières et la fin du mur. Durant sa course à la présidence, Obama s'était rendu à Berlin pour y prononcer un discours sur l'importance de la coopération entre les États-Unis et l'Europe, déclarant clairement que le plus grand des dangers serait de permettre à de nouveaux murs de diviser.

Pour autant, le nouveau président en exercice s'est abstenu de tout commentaire officiel, depuis son arrivée au pouvoir, au sujet du mur entre le Mexique et les États-Unis. Il n'existe aucun signe de ralentissement du chantier de construction, dont 80 % est achevé. Il faut dire que la position du président Obama pourrait être inconfortable dans la mesure où, en tant que sénateur, il a voté en faveur de la construction du mur entamée par la présidence de Bush.

Selon un rapport paru en septembre 2009, au cours des quinze dernières années, plus de 5000 Mexicains sont morts «accidentellement» en tentant de contourner le mur et de traverser la frontière.

La crise économique, avec son lot de croyances populaires selon lesquelles les clandestins profitent des services publics et prennent les emplois des Américains, continue à alimenter les chantres du mur — et le chantier de construction dans lequel plus de deux milliards de dollars ont été investis à ce jour...

Julie Dufort est coordonnatrice et chercheuse à l'Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques; elle est également candidate à la maîtrise en science politique à l'UQAM.



## L'Association internationale de science politique a 60 ans! (1949-2009)

L'Association internationale de science politique (AISP) est heureuse de s'associer au succès du colloque international *Mur et barrières en relations internationales*.

Fondée en 1949 à Paris sous les auspices de l'UNESCO, l'AISP regroupe aujourd'hui plus de 3 600 membres à travers le monde. Son rôle est de promouvoir la science politique et, à ce titre, elle a organisé depuis sa fondation 21 Congrès mondiaux et des symposiums et tables rondes dans de nombreux pays. Le prochain Congrès mondial aura lieu à Madrid en juillet 2012.

L'AISP a plus de 50 comités de recherches et publie la *Revue internationale de science politique*, la *Documentation politique internationale* et *Participation*, le bulletin d'information aux membres. De plus, l'AISP offre l'*IPSA Portal*, le portail de référence des 300 meilleurs sites Internet de la science politique.



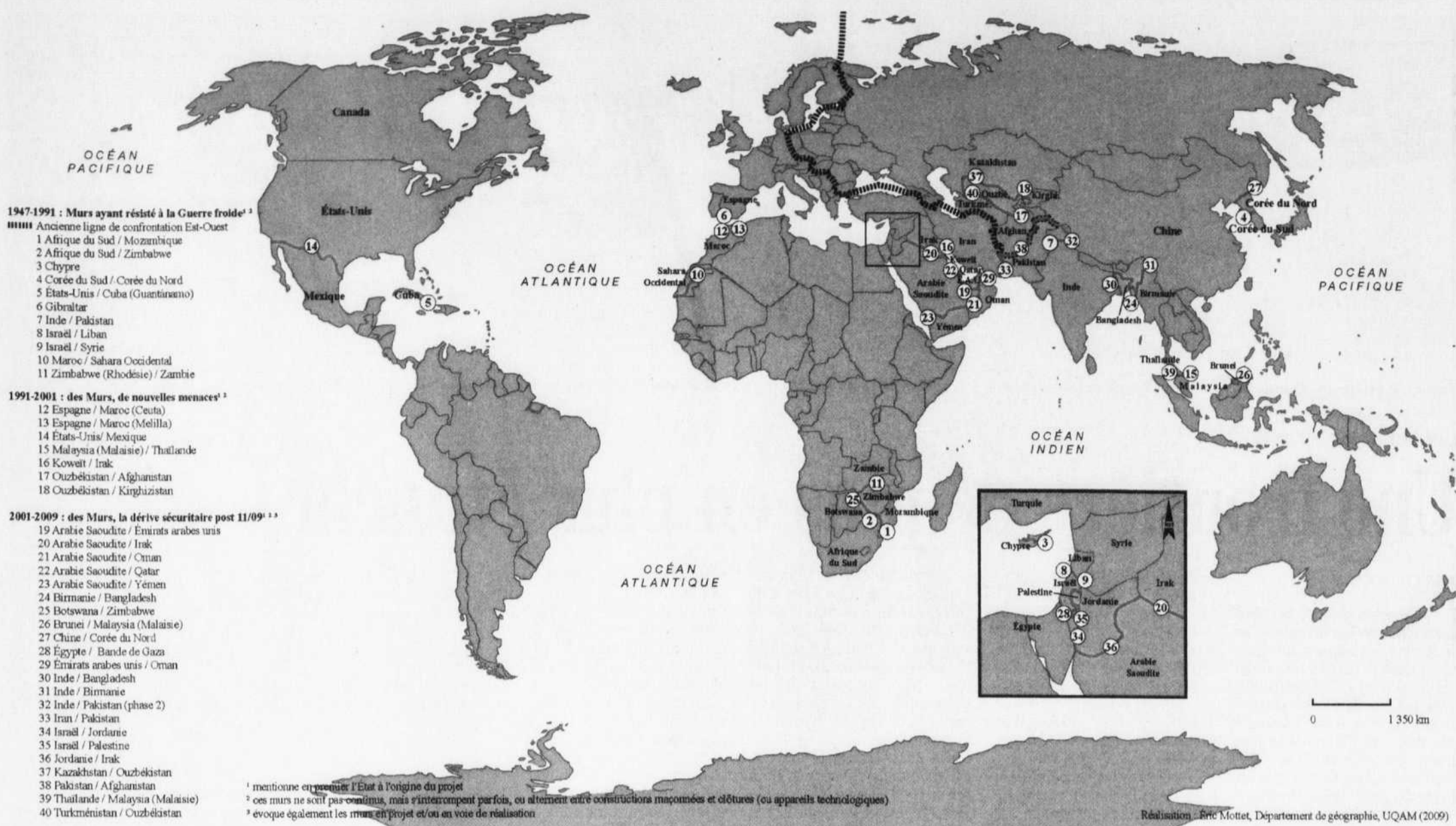
Le Secrétariat de l'AISP est établi à Montréal depuis 2000 et est heureux de contribuer au rayonnement international des chercheurs québécois.



Guy Lachapelle, Ph.D.  
Secrétaire général de l'AISP

INTERNATIONAL POLITICAL SCIENCE ASSOCIATION  
**IPSA AISP**  
ASSOCIATION INTERNATIONALE DE SCIENCE POLITIQUE  
[www.ipsa.org](http://www.ipsa.org)

# LES MURS



L'érection de murs marque une pause après la guerre froide, mais le phénomène revient en force après le 11 septembre 2001.

## Toujours plus de murs dans un monde sans frontières

ÉLISABETH VALLET

Entre la fin de la Seconde Guerre mondiale et la fin de la guerre froide, 21 murs ont été construits entre des États. Outre le mur de Berlin, qui a incarné l'époque à lui seul, se trouvent parmi eux un mur en Bavière entre la Tchécoslovaquie et l'Allemagne, un autre au Panama autour de l'enclave américaine, mais également un autre en Algérie (avec les lignes Morice, Challe et Pédrone) et un autre entre les deux Vietnams — ils ont été démantelés.

Par contre, un certain nombre d'entre eux — onze — ont survécu à la chute du mur de Berlin et à la fin de la guerre froide, comme ceux qui s'élevaient entre l'Afrique du Sud, le Mozambique et le Zimbabwe, entre la Syrie et la Turquie, entre la Chine et Hong Kong-Macau, dans la zone démilitarisée entre les deux Corées, le long de la ligne de partage de l'île de Chypre, à Cuba pour

border la base de Guantánamo, à Gibraltar, ou encore le fameux Berm qui dessine une longue cicatrice dans le sable du Sahara occidental.

Dans l'euphorie de l'après-guerre froide, avec l'avènement d'un monde sans frontières et la mondialisation des échanges, seuls six murs se sont ajoutés entre 1991 et 2001: entre le Koweït et l'Irak, entre les États-Unis et le Mexique, autour des enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla au Maroc, ainsi qu'à la frontière entre l'Ouzbékistan et le Kirghizistan. Les motivations sont alors multiples: stabilisation régionale, contrôle des frontières, maîtrise des flux migratoires ou encore difficultés liées à l'établissement d'États-nations en Asie centrale.

### Septembre 2001

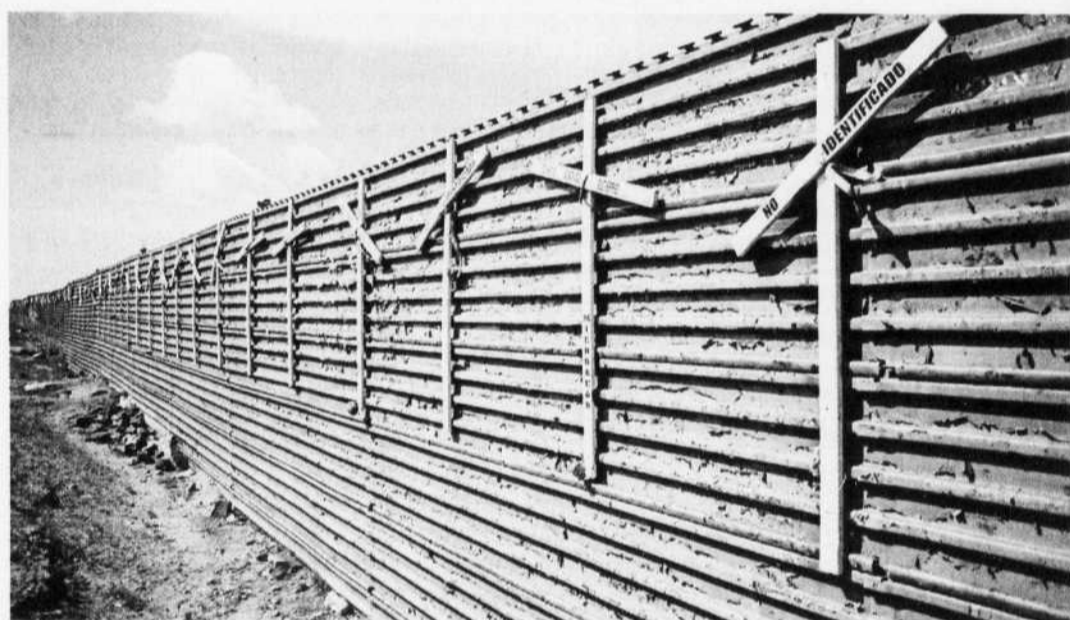
Tandis que l'enthousiasme apparu à la fin des années 1980 s'érode au fil de la décennie qui suit, les événements de 2001 marquent une césure.

Le virage sécuritaire qui en découle entraîne dans son sillage la construction (ou la relance) de 24 murs en Asie centrale, au Moyen-Orient, en Asie du Sud-Est et en Afrique subsaharienne.

Ainsi, si tous les projets en cours devaient aboutir, ce sont près de 26 000 kilomètres de barrières qui définiraient désormais des limites entre États, soit l'équivalent d'un aller-retour entre Montréal et l'Australie.

La mondialisation a donc atteint ses limites, le discours d'un monde sans frontière demeurant limité à quelques ensembles économiques comme l'Union européenne et, dans une moindre mesure, l'ALENA (qui n'a pas l'équivalent d'un espace Schengen).

Si quelques murs ont des visées antiterroristes, la plupart ont une fonction antimigratoire: il ne s'agit plus d'empêcher de sortir (mur de Berlin) ou de prévenir les invasions (mur d'Hadrien, Grande Mu-



Le mur à la frontière américano-mexicaine est l'un des six qui ont été érigés à travers le monde entre 1991 et 2001.

raille de Chine), mais bien d'empêcher l'entrée de migrants jugés indésirables. Les nouveaux murs incarnent le

paradoxe de la mondialisation: dans un monde aux contours plus flous, les fortifications sé-

permettent aux gouvernements qui les érigent de montrer de manière tangible qu'ils sont proactifs.

## Des murs et des villes

ÉLISABETH VALLET

Il existe au cœur des villes, depuis longtemps, des murs qui sont autant de frontières entre les hommes. Certains sont venus arrêter des lignes de front au cœur de conflits scarifiant l'intérieur même des États. Ainsi en va-t-il des murs édifiés par l'armée britannique en 1969 au cœur de Belfast — les fameuses Peace Lines.

Dans le même esprit, la ville de Nicosie est partagée par un mur — symbole de la division de Chypre — désormais ouvert en partie et depuis 2007, notamment rue Ledra. Cette logique prévaut à Tashqourghan, en Afghanistan, et à Faloudjah et Tal Afar, en Irak. De même, à Bagdad, la construction de murs était destinée à mettre un terme à la violence sectaire entre chiites et sunnites, et, bien qu'il ait été envisagé de démanteler les murs bagdadis en 2009, les autorités y ont renoncé devant la recrudescence des attentats.

Certains murs ont, non sans rappeler certains de leurs pendants interétatiques, pour seule vocation de séparer des castes, de dissocier l'élite des quartiers plus pauvres, stigmatisés pour leurs trafics ou leur violence.

Des murs célèbres — comme celui construit à Padoue en 2006 autour du quartier de Via Anelli,

pour isoler des immigrants d'origine subsaharienne, et celui qu'avait érigé la municipalité d'Usti Nad Labem en 1999, en République tchèque, pour séparer les Roms du reste de la ville — ont été détruits. Mais d'autres subsistent, comme le long de la cité de la Fouilleuse à Rueil-Malmaison, en banlieue de Paris, et comme celui séparant les bidonvilles de San Fernando et les riches résidences de San Isidro, à Buenos Aires.

Certains murs vont plus loin et enferment les nantis derrière des parois protectrices. Ces collectivités fermées, dont l'origine remonte au XIX<sup>e</sup> siècle (par exemple la Villa Montmorency, une enclave réservée aux riches dans le 16<sup>e</sup> arrondissement de Paris depuis 1853), prennent leur essor à compter des années 1960 aux États-Unis, puis des années 1970 en Amérique latine, avec les *barrios cerrados*.

Ces fameuses *gated communities* ont également redéfini le paysage urbain de l'Afrique du Sud après la fin de l'apartheid.

Sur tous les continents, les murs de séparation jalonnent les villes... Mais ce sont pour certaines de vieilles traditions, indépendantes de la vie moderne, comme à Riyad, «ville des murs», où traditions urbaines et religieuses ont fini par exclure l'espace public de l'oasis saoudienne.

## MURS

SUITE DE LA PAGE C1

en train d'allonger, de renforcer et de fortifier le mur qui les sépare déjà du Mexique. D'autre part, Israël a prolongé le mur qui le séparait de la Cisjordanie jusqu'à la fameuse «ligne verte» de 1967. Long de 730 kilomètres, il est équipé — tout comme le mur mexicano-américain — d'un

système sophistiqué de détection électronique.

Cette résurgence des murs rend donc bien difficile d'imaginer qu'on peut donner raison à la morale du poème de Robert Frost: il n'est pas certain que de bonnes barrières fassent vraiment de bons voisins.

Respectivement professeure associée en géographie et professeur titulaire en sciences politiques, les auteurs dirigent le groupe de recherche sur «Le retour des murs en relations internationales», appuyé par le Conseil de recherche en sciences humaines du Canada, à la Chaire Raoul-Dandurand de l'Université du Québec à Montréal.

**Presses de l'Université du Québec**

**40 ans**  
de livres et d'idées

**INTRODUCTION CRITIQUE AUX RELATIONS INTERNATIONALES DU QUÉBEC**  
Esquisse d'un modèle formel de politique étrangère pour les États subétatiques  
JEAN-FRANÇOIS PAYETTE  
118 pages 19\$

« Cette analyse est l'une des meilleures que j'ai lue sur le sujet : rigoureuse [...], elle comporte des intuitions et des affirmations judicieuses. »  
*Bernard Landry*

« Cet ouvrage est une première. Il nous fait parcourir l'histoire des relations internationales du Québec dans une perspective théorique. Tout en faisant état de l'impressionnante feuille de route du Québec sur la scène internationale, il ose en dégager une structure et un sens. »  
*Louis Balthazar*

Membre de l'ASSOCIATION NATIONALE DES ÉDITEURS DE LIVRES

**EN VENTE EN LIBRAIRIE**  
[www.puq.ca](http://www.puq.ca)